

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT FONCIER DE FRANCE

Société anonyme au capital de 1 331 400 718,80 Euros
Siège social : 19, rue des Capucines – 75001 PARIS
542 029 848 RCS PARIS

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2019

Comptes sociaux au 31 décembre 2018**I. — Bilan social**

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales		78	81
Effets publics et valeurs assimilées	3.3		
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1	8 456 489	10 027 460
- A vue		130 747	532 490
- A terme		8 325 742	9 494 970
Prêts et créances sur la clientèle	3.2	31 970 691	34 479 215
- Autres concours à la clientèle		31 970 332	34 478 896
- Comptes ordinaires débiteurs		359	319
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3	140 769	149 391
Actions et autres titres à revenu variable	3.3		
Participations et autres titres détenus à LT	3.3	109 139	108 318
Parts dans les entreprises liées	3.3	3 331 112	3 342 146
Crédit-bail et location avec option d'achat	3.4	24 565	32 692
Location simple		20	20
Immobilisations incorporelles	3.5	19 511	22 620
Immobilisations corporelles	3.5	15 823	38 586
Autres actifs	3.6	5 119 482	5 966 171
Comptes de régularisation	3.7	2 656 602	3 207 173
Total		51 844 281	57 373 873
Passif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3.8	43 514 803	46 568 099
- A vue		143 922	279 583
- A terme		43 370 881	46 288 516
Dettes envers la clientèle	3.9	320 448	227 128
Comptes d'épargne à régime spécial		218	291
Autres dettes		320 230	226 837
- A vue		274 442	176 921
- A terme		45 788	49 916
Dettes représentées par un titre	3.10	242 682	1 227 945
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables			0
- Emprunts obligataires		242 682	1 227 945
Autres passifs	3.11	850 202	1 114 213
Comptes de régularisation	3.12	2 803 291	3 868 768
Provisions	3.13	736 581	423 756
Dettes subordonnées	3.14	561 190	841 929
Fonds pour risques bancaires généraux		306 912	336 912
Capitaux propres hors FRBG	3.15	2 508 173	2 765 123
- Capital souscrit		1 331 401	1 331 401
- Primes d'émission		400 195	400 195
- Réserves		133 140	133 140
- Provisions réglementées et subvention d'investissement		16 781	21 619
- Report à nouveau (+/-)		878 769	475 248
- Résultat de l'exercice (+/-)		-252 112	403 521
Total		51 844 281	57 373 873
Hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit	4.1	34 352	26 500
Engagements en faveur de la clientèle	4.1	4 082 950	4 431 660

Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	4.2		15 547
Engagements d'ordre de la clientèle	4.2	1 165 059	1 011 882
Actifs affectés en garantie	4.2	27 428 904	30 031 451
Engagements sur titres	4.3	4 670	4 670
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit	4.4	3 137	3 299
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit	4.4	5 324 956	4 739 586
Engagements reçus de la clientèle	4.4	9 924 423	12 012 129
Autres valeurs reçues en garantie	4.4	11 777 072	11 739 403
Engagements sur titres	4.4	4 670	4 670
Engagements réciproques			
Achat et ventes de devises	4.5	2 822 342	3 461 083
Autres instruments financiers	4.5	131 855 865	124 535 362

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
Intérêts et produits assimilés	5.1	1 134 001	1 422 777
Intérêts et charges assimilés	5.1	-1 151 250	-1 421 509
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	5.2	6 800	7 772
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	5.2	-5 411	-5 804
Revenus des titres à revenu variable	5.3	108 734	118 531
Commissions produits	5.4	162 548	171 577
Commissions charges	5.4	-10 885	-38 945
Gains-pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5	-1 287	7 357
Gains-pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	5.6	60 204	101 442
Autres charges d'exploitation bancaire	5.6	-4 375	-10 048
Produit net bancaire		299 079	353 150
Charges générales d'exploitation	5.7	-647 548	-358 040
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-28 337	-6 562
Résultat brut d'exploitation		-376 806	-11 452
Coût du risque	5.8	-129 394	-6 994
Résultat d'exploitation		-506 200	-18 446
Gains et pertes sur actifs immobilisés	5.9	2 127	14 294
Résultat courant avant impôt		-504 073	-4 152
Impôts sur les bénéfices	5.10	217 223	400 821
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	5.11	34 738	6 852
Résultat net		-252 112	403 521

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale, constate que la perte de l'exercice clos au 31 décembre 2018 s'élève à 252 112 332,17 € et constate l'existence d'un report à nouveau créditeur de 878 768 623,35 €.

Le bénéfice distribuable ressort à 626 656 291,18 €.

L'Assemblée générale décide d'affecter le bénéfice distribuable d'un montant de 626 656 291,18 € au report à nouveau.

Conformément à la loi, il est rappelé que les dividendes mis en paiement au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Distribution (€)	Dividende par action (€)
2015	369 833 533	23 380 875,96	0,06322
2016	369 833 533	-	-
2017	369 833 533	-	-

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

IV. — Annexes

Note 1 : Cadre juridique et financier – Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Cadre général

Le Crédit Foncier est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français. Etablissement de crédit agréé en qualité de banque, le Crédit Foncier est soumis aux dispositions du Code Monétaire et Financier applicables aux établissements de crédit.

Le Crédit Foncier fait partie du Groupe BPCE qui comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales (*Le Crédit Foncier établit ses propres comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Le Groupe Crédit Foncier est lui-même intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE ; ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE*).

Spécialisé dans le financement de l'immobilier et du secteur public, le Crédit Foncier intervient sur les marchés des particuliers (financements immobiliers, expertise et services), des opérateurs privés et du secteur public.

1.2 Système de garantie

Le Crédit Foncier est affilié à BPCE et participe à son système de garantie.

À ce titre il bénéficie de la garantie de sa maison mère et du mécanisme de garantie et de liquidité du Groupe BPCE. En tant que filiale affiliée, le Crédit Foncier ne contribue pas au mécanisme de solidarité du réseau et ne sera pas appelé en cas de défaillance d'une Banque Populaire ou d'une Caisse d'épargne.

1.3 Faits caractéristiques de l'exercice 2018

1.3.1 Intégration des activités du Crédit Foncier au sein du Groupe BPCE

1.3.1.1 Calendrier et contenu

Le conseil de surveillance de BPCE et le conseil d'administration du Crédit Foncier ont, respectivement le 25 et le 26 juin 2018, donné leur accord de principe au lancement d'un projet d'intégration des activités et de redéploiement des savoir-faire et des expertises du Crédit Foncier au sein des entités du Groupe BPCE.

La direction générale du Crédit Foncier a initié le 20 juillet 2018 le processus d'information-consultation du comité d'entreprise prévu par le Code du travail aux articles L. 1233-30 et L. 2223-31, ainsi que les négociations prévues par la réglementation avec les organisations syndicales représentatives.

Ces négociations ont conduit à la conclusion, le 26 octobre 2018, de deux accords collectifs majoritaires relatifs à la mise en œuvre du projet : un accord de « gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences » - ci-après « accord GPEC », et un accord de « plan de sauvegarde de l'emploi » - ci-après « accord PSE ». Ce dernier accord, soumis à autorisation administrative, a fait l'objet d'une validation par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) concernée en décembre 2018.

Après avis du comité d'entreprise, le conseil d'administration du CFF, dans sa séance du 21 novembre 2018, a confirmé la mise en œuvre effective du projet.

Le volet industriel du projet, qui sera mis en œuvre principalement au cours du premier semestre 2019, est caractérisé par les orientations suivantes :

- la production nouvelle de crédits sera redéployée dans les entités du Groupe : activité de financement Particuliers au sein des Banques Populaires et Caisses d'Épargne, activité de financement Corporates répartie entre les Caisses d'Épargne et Banques Populaires pour le logement social et Natixis pour le financement de projets et infrastructures ;
- Socfin, qui deviendra une filiale directe de BPCE SA, se positionnera comme un acteur global du financement immobilier Corporates en réunissant le financement long terme des professionnels de l'immobilier et celui des promoteurs ;
- Crédit Foncier Immobilier deviendra une filiale directe de BPCE SA ;
- les expertises spécifiques et les projets engagés par le Crédit Foncier se poursuivront dans des filières nationales ;
- le Crédit Foncier sera recentré sur la gestion de son encours de crédits existant ainsi que sur le refinancement, via la Compagnie de Financement Foncier, d'actifs sur le secteur public originés par le Groupe.

Par ailleurs, le Crédit Foncier a déposé le 20 décembre 2018 une offre publique de retrait (OPR) visant les actions de sa filiale Locindus, offre qui, sous réserve du visa de l'Autorité des Marchés Financiers, sera mise en œuvre au cours du premier trimestre 2019.

Le volet social est en cohérence avec l'objectif du projet - le développement des activités du Crédit Foncier et le redéploiement de ses savoir-faire et expertises au sein des différentes entreprises du Groupe BPCE - et vise en conséquence prioritairement à repositionner dans les entités du Groupe les salariés dont le poste sera supprimé (environ 1 400 personnes) et, subsidiairement, à accompagner financièrement les mobilités externes. L'« accord PSE », qui prévoit le licenciement pour motif économique des salariés concernés, dans les conditions prévues par le « socle social » du Crédit Foncier » (indemnités fonction de l'ancienneté), ne trouverait donc à s'appliquer que dans les cas exceptionnels de salariés n'ayant pas souhaité bénéficier des dispositions, plus favorables prévues par l'« accord GPEC ».

L'accord GPEC prévoit les dispositions suivantes :

- ouverture d'un plan de départ volontaire dit « en avance de phase » à destination de tous les salariés dont le poste est susceptible d'être supprimé, permettant à ces derniers de cesser leurs fonctions le 31 décembre 2018 et prévoyant diverses mesures d'accompagnement notamment financières (indemnités de rupture de contrat de travail, congés de reconversion, etc.). Au 31 décembre 2018, 126 salariés se sont portés volontaires dans ce cadre.
- dans le courant du mois de janvier 2019, pour chaque salarié concerné et n'ayant pas opté pour le plan « en avance de phase », proposition d'un poste de même nature, de classification équivalente et dans le même bassin d'emploi géographique, au sein d'une autre entreprise du Groupe BPCE, à effet au 1er avril 2019. A titre subsidiaire, et le cas échéant après un délai de réflexion, les collaborateurs porteurs d'un projet et ne souhaitant pas donner suite à cette proposition de repositionnement, pourront opter pour un départ volontaire, aux mêmes conditions que celles prévues dans le plan « en avance de phase ».
- s'agissant des salariés dont le poste n'est pas supprimé (environ 600 personnes), diverses dispositions relatives au maintien de l'employabilité (en particulier prise en charge de formations) sont prévues. En outre, dans l'hypothèse où de nouvelles suppressions de postes seraient nécessaires pour adapter les organisations et les effectifs aux évolutions des activités restant exercées par le Crédit Foncier, les salariés concernés bénéficieraient de dispositions identiques à celles des deux alinéas ci-dessus.

1.3.1.2 Conséquences comptables au 31 décembre 2018

Au plan comptable, l'intégration des activités et de redéploiement des savoir-faire et des expertises du Crédit Foncier au sein du Groupe BPCE ne conduit pas à remettre en cause le principe de continuité d'exploitation prescrit par l'article L. 123-20 du code de commerce.

Les conditions nécessaires et suffisantes à la constitution d'une provision pour restructuration sont, conformément à l'avis CNC 2000-01, cependant réunies.

Cette provision permet de couvrir les dépenses liées aux mobilités externes et internes, aux charges consécutives à la fermeture du réseau et à l'indemnisation des mandataires exclusifs.

La provision enregistrée en charges générales d'exploitation à ce titre s'élève au 31 décembre 2018 à 334,2 millions d'euros avant impôts et se décompose comme suit :

- coûts relatifs au volet social : 234,3 millions d'euros. Il s'agit principalement des indemnités de rupture, des coûts relatifs aux congés de reconversion, et de diverses mesures d'accompagnement, sur la base d'hypothèses probables quant au choix des salariés entre le repositionnement proposé au sein du Groupe BPCE et la possibilité d'opter pour un départ volontaire.
- coûts relatifs au volet industriel : 99,9 millions d'euros. Il s'agit principalement des coûts liés à l'arrêt des activités de distribution des crédits (indemnités de rupture de baux, indemnités de rupture de contrats des mandataires exclusifs, mise au rebut des agencements et autres actifs immobilisés des agences).

Par ailleurs, une valorisation prudente de Crédit Foncier Immobilier, tenant compte du projet de cession prévue en 2019 dans le cadre du volet industriel du projet, a conduit à comptabiliser au 31 décembre 2018 une dépréciation complémentaire de 15 millions d'euros des titres correspondants.

1.3.2 Opérations capitalistiques

Banco Primus

Le 19 juillet 2017, le Crédit Foncier a signé un protocole de cession de l'intégralité de sa participation dans la filiale portugaise Banco Primus. La réalisation effective de cette opération reste toutefois subordonnée à l'accord des autorités de tutelle portugaises dont la date butoir, initialement fixée au 31 mars 2018 a été repoussée au 15 avril 2019.

Le Crédit Foncier a toutefois enregistré dès 2017 l'impact de l'opération de cession, en provisionnant une charge nette de 11 M€ inscrite en « Gains ou Pertes sur Actifs Immobilisés ».

Crédit Logement

L'Assemblée Générale du 26 octobre 2018 de la société Crédit Logement a approuvé le versement d'un dividende exceptionnel aux actionnaires. Au titre de sa quote-part de détention dans les comptes de Crédit Logement, soit 6,99%, le Crédit Foncier a perçu un montant de 10,5 M€ venant compléter un dividende annuel de 8,0 M€.

1.3.3 Cessions de créances à la Compagnie de Financement Foncier

Au cours de l'exercice 2018, le Crédit Foncier, conformément à son modèle de refinancement habituel, a cédé à la Compagnie de Financement Foncier des créances pour un montant total de 6.437 M€ créances rattachées incluses, auquel se rajoutent 441 M€ d'engagements de financement.

Les moins-values nettes dégagées sur ces opérations, dont le niveau important s'explique par la prédominance de prêts à taux zéro dans le pool cédé, s'élèvent à 262 M€. Ces moins-values ont été, conformément aux principes comptables habituellement appliqués, activées au bilan pour être étalées sur la durée de vie des créances, ou jusqu'à la date de leur remboursement anticipé. Le crédit d'impôt, non cessible, reste par ailleurs acquis au CFF et étalé symétriquement.

1.3.4 Effets des remboursements anticipés

Dans un contexte durable de taux bas, le volume de rachats et renégociations de crédits a nettement ralenti en 2018 pour le Crédit Foncier. Le taux de remboursement anticipé moyen constaté au niveau du Groupe Crédit Foncier sur les crédits aux particuliers a été divisé par deux à 7,6 % des encours pour l'année 2018, contre 14,8% il y a un an. Les sorties d'actifs pour le seul Crédit Foncier représentent près de 900 M€. Un montant de 4 M€ d'indemnités de remboursements anticipés a ainsi été perçu en 2018.

1.3.5 Provisionnement sur encours sains

A compter du 1^{er} janvier 2018, les modalités d'estimation des engagements non douteux présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (Statut 2) sont alignées avec celles de la norme IFRS 9 retenue pour les comptes consolidés. L'impact du changement de modalités de calcul se traduit par une charge de 88 M€ en compte de résultat au poste Coût du risque.

Cette provision se substitue en totalité aux anciennes provisions « collectives » qui couvraient des encours présentant des risques similaires et homogènes soumis collectivement à un test de dépréciation. La reprise effectuée en 2018 s'élève à 37 M€ en « Coût du Risque ».

1.3.6 Impôts exigibles

En application de la convention d'intégration fiscale signée avec BPCE (cf. note 2.3.13), le Crédit Foncier a enregistré un produit d'impôt de 170 M€ correspondant à la restitution par BPCE de l'économie d'impôt sur les sociétés, à raison du déficit fiscal généré sur l'exercice par le Groupe d'intégration fiscale Crédit Foncier.

De la même façon et selon les termes de la convention d'intégration fiscale signée avec la Compagnie de Financement Foncier, le Crédit Foncier a constaté vis-à-vis de sa filiale le produit correspondant à la charge d'impôt sur les sociétés supportée par sa fille, du fait de son propre bénéfice fiscal, à hauteur de 25 M€.

Les résultats fiscaux des autres filiales intégrées ont contribué à l'enregistrement d'un produit d'intégration fiscale complémentaire de 16 M€.

1.3.7 Impôts différés

La Loi de Finance 2018, adoptée par l'Assemblée Nationale et d'application au 1^{er} janvier 2018, baisse progressivement le taux d'impôts sur les sociétés de 34,43% à 25,83% jusqu'en 2022. Elle modifie la Loi de Finances 2017 qui prévoyait déjà une baisse du taux d'impôts futur.

Le Crédit Foncier est concerné par ces mesures puisqu'il enregistre un impôt différé lié à l'imposition anticipée des crédits d'impôt générés par la production des prêts à taux zéro (PTZ).

1.4 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes au 31 décembre 2018, n'est intervenu entre la date de clôture et le 11 février 2019, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

Note 2. Principes et méthodes comptables

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels du Crédit Foncier sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

A compter de l'exercice 2018, du fait de l'évolution des modalités de valorisation les pertes de crédit attendues sur les créances non douteuses, ces pertes de crédit sont désormais présentées sous forme de dépréciation à l'actif et non plus sous forme de provision au passif (provisions sectorielles et anciennement provisions collectives).

2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les produits ou les charges correspondants sont, quant à eux, convertis immédiatement en euros au cours du jour de leur inscription au compte de résultat.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les gains et pertes latents ou définitifs de change, sont enregistrés en résultat de change dans la catégorie « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

2.3.2 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les crédits distribués figurent à l'actif du bilan pour la fraction effectivement versée ou pour leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. Les montants non encore payés restent, quant à eux, inscrits au hors-bilan dans la rubrique « Engagements de financement donnés ».

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le

dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Il en est de même pour les intérêts douteux compromis.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Le risque est apprécié créance par créance de manière individualisée pour les créances significatives et de manière automatisée pour les autres en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. A l'entrée en contentieux, une décote sur la valeur du gage est appliquée.

Quand le risque de crédit porte sur des engagements de financement ou de garantie inscrits en hors bilan, le risque est pris en compte sous forme de provision pour risques et charges.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement de même que les charges couvertes par cette dépréciation sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté soit sous forme de dépréciation à l'actif, soit sous forme de provision au passif si le risque porte sur des engagements pris sur la clientèle. A compter du 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

2.3.3 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.4 Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Les cessions de titres sont enregistrées dans les comptes du Crédit Foncier en date de « livraison/règlement » et non en date de transaction.

Le Crédit Foncier ne détient pas de titres de transaction, ni de titres de l'activité de portefeuille. Il ne détient plus de titres de placement depuis le 31 décembre 2017.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres, sauf exceptions répertoriées à l'article 2341-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les résultats des cessions éventuelles et les dotations et reprises figurent en résultat sur la ligne « Gains ou Pertes sur Actifs Immobilisés ».

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Les seuls titres détenus à long terme figurant à l'actif du Crédit Foncier correspondent aux certificats d'association et aux certificats d'associés du Fonds de Garantie des Dépôts.

Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

À noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1^{er} juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

Le Crédit Foncier ne détenant pas de titres de transaction ni de titres de placement, aucune opération de reclassement de portefeuille n'est intervenue en 2018.

2.3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum de 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail font l'objet, le cas échéant, de dépréciations par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 50 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Éléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 à 7 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

2.3.6 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Le capital restant dû des emprunts émis par le Crédit Foncier est enregistré au passif du bilan pour le montant brut. Les emprunts en devises sont évalués en euros aux parités constatées en fin d'exercice.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir. L'amortissement des frais et des primes d'émission est rapporté au résultat dans le poste « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Par ailleurs, le Crédit Foncier n'a pas de dettes structurées au passif de son bilan.

2.3.7 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3.8 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment des provisions pour restructuration (cf. Note 1.3.1) et des provisions pour engagements sociaux.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés selon les catégories suivantes :

- Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

- Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

2.3.9 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

2.3.10 Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les instruments détenus par le Crédit Foncier sont principalement des contrats d'échange de taux ou de devises (Swaps), des contrats d'échange de taux futurs (Swaps forward) et des garanties de taux plafond ou plancher. Tous ces instruments sont traités de gré à gré, (y compris les opérations traitées en Chambre de Compensation – LCH).

Le Crédit Foncier ne détient pas de contrat ferme sur des marchés organisés ou assimilés.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les swaps de couverture affectée sur crédits sont systématiquement reclassés en position ouverte isolée lorsque le crédit devient douteux.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *pro-rata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Lors d'une cession d'un élément micro couvert ; la soulte de résiliation du swap associé et, le cas échéant, la soulte de conclusion non amortie sont inscrites en résultat dans le même agrégat comptable que celui qui a enregistré le résultat de cession de l'élément couvert.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

2.3.11 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.12 Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

2.3.13 Impôt sur les bénéfices

Le Crédit Foncier a signé en 2010 avec BPCE, sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale lui permettant d'agir comme tête de sous-groupe de l'intégration fiscale BPCE, convention amendée à compter du 1er janvier 2014 afin de prévoir une restitution au profit du Crédit Foncier du produit global d'impôt sur les sociétés à raison de la quote-part de déficit du sous-groupe utilisée par BPCE.

Dans le cadre de ce sous-groupe, le Crédit Foncier a signé avec l'ensemble de ses filiales intégrées une convention d'intégration fiscale dite de « neutralité », c'est-à-dire qu'elles calculent leur charge d'impôt sur leur résultat fiscal propre et la comptabilisent comme en l'absence d'intégration fiscale, sauf avec la Compagnie de Financement Foncier, pour qui la convention signée prévoit une restitution à son profit du produit global d'impôt sur les sociétés à raison de la quote-part de son déficit utilisée par le Crédit Foncier.

Par conséquent, au titre de ces conventions, les comptes du Crédit Foncier enregistrent :

- d'une part un produit d'intégration fiscale correspondant à l'impôt sur les sociétés dû par chacune des filiales intégrées, et le cas échéant une charge correspondant à la restitution à la Compagnie de Financement Foncier de l'économie d'impôt sur les sociétés à raison de la quote-part de déficit utilisée par le Crédit Foncier,
- d'autre part au titre du sous-groupe fiscal :
- lorsque le résultat d'ensemble est un bénéfice, une charge globale d'impôt sur les sociétés,
- lorsque le résultat d'ensemble est un déficit, un produit global d'impôt sur les sociétés à raison de la quote-part de déficit utilisée par BPCE.

Par ailleurs, le poste « Impôts sur les bénéfices » enregistre un impôt différé lié à la correction d'étalement des crédits d'impôt générés par la production des prêts à taux zéro (PTZ).

Selon l'avis n° 2007-B du 2 mai 2007 du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité, « *les établissements habilités à octroyer des avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition de logements en accession à la propriété doivent étaler la charge d'impôt afférente à ce crédit d'impôt et calculé selon une méthode actuarielle, concomitamment au produit d'intérêt déjà enregistré sur la durée de vie de l'avance...* ».

Afin de corriger la divergence fiscale-comptable due à l'imposition du crédit d'impôt sur 5 ans et à l'étalement de la subvention sur la durée du prêt, le Crédit Foncier calcule un impôt différé, dont l'assiette correspond à la créance sur le Trésor au titre du crédit d'impôt, moins le stock de subventions restant à étaler.

2.3.14 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. L'ensemble des contributions pour les mécanismes dépôts, titres et cautions versées soit sous forme de dépôts remboursables, de certificats d'association ou de certificats d'associé représente un montant de 0,1 million d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2018, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2018. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 15 millions d'euros dont 13 millions d'euros comptabilisés en charge et 2 millions d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 9 millions d'euros au 31 décembre 2018.

2.3.15 Cessions internes de créances

Le Crédit Foncier applique deux méthodes différentes d'enregistrement comptable des résultats de cession de créances avec sa filiale de refinancement.

Soit la position de taux est ajustée par une résiliation des swaps de couverture des encours cédés ; auquel cas les plus et moins-values de cessions des prêts ainsi que les soultes de résiliation des dérivés sont constatées intégralement en résultat au cours de l'exercice qui a enregistré la cession.

Dans le cas contraire, alors les plus et moins-values de cession constatées sont enregistrées au bilan pour être étalées sur la durée de vie des crédits.

Quelle que soit la méthode retenue, en application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les pertes et gains provenant de la différence entre la valeur comptable des créances cédées et du prix de vente sont comptabilisées en résultat, en « Marge nette d'intérêts » que ces résultats soient constatés immédiatement lors des cessions ou étalés dans le temps. Les soultes de résiliation des dérivés de couverture sont également enregistrées en « Marge nette d'intérêts ».

Pour mémoire, les plus-values de cession réalisées avant 2006 bénéficiaient d'un régime dérogatoire. Elles sont étalées comptablement et fiscalement par le biais d'une reprise de provision réglementée.

Note 3 - Notes relatives au bilan

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

Note 3.1 - Créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Créances hors groupe	149 858	83 716
- à vue	123 582	58 027
Comptes ordinaires débiteurs	123 115	58 027
Valeurs non imputées	467	
- à terme	26 276	25 689
Comptes et prêts	9 918	2 026
Titres et valeurs reçus en pension		
Prêts subordonnés	16 345	23 651
Créances rattachées	13	12
- douteuses		
- dépréciations		
Créances groupe	8 306 631	9 943 744
- à vue	7 165	474 463
Comptes ordinaires débiteurs	7 165	474 463
- à terme	8 299 466	9 469 281
Comptes et prêts	6 717 781	7 651 162
Titres et valeurs reçus en pension	1 549 272	1 785 941
Prêts subordonnés	30 000	30 000
Créances rattachées	2 413	2 178
Total	8 456 489	10 027 460

Aucune créance sur les établissements de crédit n'est éligible au refinancement de la Banque de France ou au Système européen de Banque Centrale.

Note 3.2 - Opérations avec la clientèle

Note 3.2.1 - Opérations avec la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Créances hors groupe	31 928 714	34 437 108
Concours à la clientèle	30 730 002	33 240 876
Crédits à l'exportation		
Crédits de trésorerie	424 466	482 572
Crédits à l'équipement	9 911 129	10 512 762
Crédits à l'habitat	18 695 724	20 484 406
Autres crédits à la clientèle	1 139 252	1 124 226
Prêts à la clientèle financière	385 896	446 003
Valeurs non imputées	5 457	4 374
Créances rattachées	168 078	186 532
Comptes ordinaires débiteurs	357	318
Comptes ordinaires débiteurs	357	318
Créances rattachées		
Créances douteuses	1 786 955	1 788 393
Dépréciations des créances sur la clientèle (1)	-588 600	-592 478
Créances groupe	41 977	42 106
Total	31 970 691	34 479 215
<i>Dont créances restructurées douteuses</i>	<i>295 188</i>	<i>254 698</i>
<i>Dont créances restructurées reclassées en encours sains</i>	<i>52 079</i>	<i>54 747</i>

1) Les dépréciations des créances à la clientèle regroupent d'une part, les dépréciations sur créances douteuses pour 535 221 K€ et d'autre part, les dépréciations au titre des augmentations significatives du risque de crédit sur les créances saines pour 53 379 K€.

Au 31 décembre 2017, les créances saines sur opérations avec la clientèle de 33 240 876 K€ donnaient lieu à des provisions collectives et/ou sectorielles au passif de 36 732 K€.

Il n'y a pas de crédits à durée indéterminée accordés à la clientèle au 31/12/2018.

Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque de France ou au Système européen de Banque Centrale s'élèvent à 5 704 K€.

Note 3.2.2 - Dépréciations et provisions constituées en couverture de risques de crédits

(en milliers d'euros)	31/12/17	Ecart de parité	Dotations (2)	Reprises (2)	Autres variations	31/12/18
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actif	592 478	2 541	583 259	-589 678		588 600
Etablissements de crédit						
Opérations avec la clientèle (1)	592 478	2 541	583 259	-589 678		588 600
Comptes ordinaires						
Provisions inscrites au passif	185 806		168 933	-179 568		175 171
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (1)	36 732		35 418	-36 732		35 418
Provisions pour pertes et charges sur engagements	147 574		133 515	-142 836		138 253
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques immobiliers divers	1 500					1 500
Total	778 284	2 541	752 192	-769 246		763 771

(1) Une provision pour risques est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

(2) En accord avec le règlement ANC n°2014-07, le Crédit Foncier comptabilise désormais ses flux de dépréciations en stock cumulé (reprise intégrale des montants de dépréciations de l'exercice précédent et dotation intégrale des mouvements de l'exercice en cours).

Note 3.2.3.a - Tableau de répartition des encours de crédits clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Créances Hypothécaires France	13 363 360	36 586	13 326 774	15 106 619
Créances hypothécaires France	13 363 360	36 586	13 326 774	15 106 619
Emprunteurs publics	13 897 546	14 019	13 883 526	14 840 535
Secteur Public France	12 748 350	13 956	12 734 394	13 657 245
Habitat social	5 259 550	1 551	5 257 999	5 464 959
Secteur Public Territorial (SPT)	7 488 800	12 405	7 476 395	8 192 286
Souverain France				
Partenariat Public Privé (PPP)	1 081 644	63	1 081 581	1 115 024
Emprunteurs publics internationaux	67 552		67 552	68 266
Secteur Public International (SPI)	67 552		67 552	68 266
Souverain International				
Titres adossés à des créances bénéficiant de garanties d'États				
Grandes entreprises du secteur public				
Expositions hypothécaires commerciales	3 505 974	2 774	3 503 200	3 331 771
Expositions secteur bancaire	5 457		5 457	4 375
<i>Dont banques garanties souverain ou assimilé</i>				
<i>Dont autres banques</i>	5 457		5 457	4 375
Sous-total créances clientèle saines	30 772 336	53 379	30 718 958	33 283 300
Créances douteuses	1 786 955	535 221	1 251 734	1 195 915
Total créances clientèle	32 559 291	588 600	31 970 691	34 479 215

Note 3.2.3.b - Tableau de répartition des encours douteux de crédits

(en milliers d'euros)	31/12/2018					
	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances Hypothécaires France	1 555 490	420 578	1 134 912	386 157	222 011	164 146
Créances hypothécaires France	1 555 490	420 578	1 134 912	386 157	222 011	164 146
Emprunteurs publics	22 259	3 710	18 549	10 677	3 637	7 040
Secteur Public France	22 259	3 710	18 549	10 677	3 637	7 040
Habitat social	11 817	3 650	8 166	9 274	3 617	5 657
Secteur Public Territorial (SPT)	10 442	60	10 382	1 403	20	1 383
Souverain France						
Partenariat Public Privé (PPP)						
Emprunteurs publics internationaux						
Secteur Public International (SPI)						
Souverain International						
Titres adossés à des créances bénéficiant de garanties d'États						
Grandes entreprises du secteur public						
Expositions hypothécaires commerciales	209 206	110 933	98 273	59 693	27 670	32 023
Expositions secteur bancaire						
<i>Dont banques garanties souverain ou assimilé</i>						

<i>Dont autres banques</i>						
Total créances douteuses clientèle	1 786 955	535 221	1 251 734	456 527	253 319	203 209

Conformément au Règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts bénéficiant de la garantie du FGAS.

Note 3.3 - Portefeuilles-titres

Note 3.3.1 - Effets publics, obligations, participations et autres titres à revenus fixes et variables

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Obligations et autres titres à revenu fixe	140 769		140 769	149 391
Titres de placement				
Titres cotés				
Titres non cotés				
Titres d'investissement	139 052		139 052	147 630
Titres cotés	48 512		48 512	47 305
Titres non cotés	90 540		90 540	100 325
Créances douteuses				
Créances rattachées	1 717		1 717	1 761
Participations et autres titres détenus à long terme	111 848	2 709	109 139	108 318
Participations	111 834	2 709	109 125	108 304
Titres cotés				
Titres non cotés	111 834	2 709	109 125	108 304
Autres titres détenus à long terme	14		14	14
Certificats d'associés et d'association au FdG des dépôts	14		14	14
Parts dans les entreprises liées	3 470 571	139 459	3 331 112	3 342 146
Titres cotés	242 595	50 244	192 351	185 753
Titres non cotés	3 227 976	89 215	3 138 761	3 156 394
Total	3 723 188	142 168	3 581 020	3 599 855

Le Crédit Foncier ne détient ni titre de transaction, ni titre de l'activité de portefeuille. Il ne détient pas non plus de titres émis par des organismes publics, ni de titres subordonnés.

Aucune dépréciation individuelle n'a été constatée au titre du risque de contrepartie sur les titres d'investissement au 31/12/2018. La juste valeur globale du portefeuille d'investissement représente un montant de + 138 046 K€, hors créances rattachées.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 5 294 K€ au 31 décembre 2018 avant swaps contre 9 289 K€ au 31 décembre 2017.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 6 300 K€ au 31 décembre 2018 avant swaps contre 9 810 K€ au 31 décembre 2017.

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif en application des dispositions du règlement N°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Note 3.3.2 - Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2018
Participations et autres titres détenus à long terme	111 854			-6		111 848
Parts dans les entreprises liées	3 472 892			-2 321		3 470 571
Valeurs brutes	3 584 746			-2 327		3 582 419
Participations et autres titres détenus à long terme	-3 536		841	-15		-2 709
Parts dans les entreprises liées	-130 755		6 598	-15 302		-139 459
Dépréciations	-134 291		7 439	-15 317		-142 168
Total	3 450 455		7 439	-17 644		3 440 251

La valeur nette comptable des parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élève à 490 K€ au 31 décembre 2018 sans changement depuis le 31 décembre 2017.

Note 3.3.3 - Evolution des titres d'investissement

(en milliers d'euros)	Brut 31/12/2017	Acquisitions	Cessions	Remboursements	Transfert de catégorie	Variation surcotes/décotes	Autres variations	Brut 31/12/2018
Obligations	47 305					1 206		48 511
Autres titres à revenu fixe	100 325			-8 230		-1 554		90 541
Total	147 630			-8 230		-348		139 052
Créances rattachées	1 761						-44	1 717
Total	149 391			-8 230		-348	-44	140 769

Note 3.4 - Opérations de crédit-bail et location avec option d'achat

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Crédit-bail immobilier		
Encours clientèle	79 990	87 993
Biens temporairement non loués	518	518
Encours douteux	3 128	3 280
Amortissements	-55 024	-58 692
Dépréciations d'actifs	-3 826	-2 620
Créances rattachées	-201	2 233
Total	24 585	32 712

Note 3.5 - Immobilisations incorporelles et corporelles*Note 3.5.1 - Variations ayant affecté les postes d'immobilisations*

(en milliers d'euros)	Brut au 31/12/17	Acquisitions 2018	Cessions 2018	Brut au 31/12/18	Amortissements & dépréciations	Net au 31/12/18
Immobilisations incorporelles	51 455	103	-17	51 542	-32 031	19 511
Droits au bail et fonds commerciaux	5 945		-17	5 928	-2 988	2 940
Logiciels	18 404	103		18 507	-18 390	117
Autres	27 106			27 106	-10 653	16 454
Immobilisations corporelles	117 467	2 570	-2 793	117 244	-101 421	15 823
Terrains	4 947		-176	4 771	-129	4 642
Exploitation	4 882		-171	4 711	-129	4 582
Hors exploitation	65		-5	60		60
Constructions et agencements	75 649		-2 512	73 137	-68 170	4 967
Exploitation	75 332		-2 507	72 825	-67 877	4 948
Hors exploitation	317		-5	313	-294	19
Autres	36 871	2 570	-105	39 336	-33 122	6 214
Autres immobilisations corporelles	36 414	684	-105	36 993	-33 122	3 871
Immobilisations en cours	457	1 886		2 344		2 344
Total	168 923	2 673	-2 810	168 786	-133 452	35 334

Note 3.5.2 - Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	Montants au 31/12/17	Dotations / Amortissements	Dépréciations		Cessions / Mises au rebut	Montants au 31/12/18
			Dotations de provisions	Reprises de provisions		
Immobilisations incorporelles	28 835	117	3 878		-799	32 031
Immobilisations corporelles	78 882	6 626	17 716		-1 803	101 421
Total	107 717	6 743	21 594		-2 602	133 452

Note 3.6 - Autres actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Primes sur instruments conditionnels achetés	57 913	68 732
Dépôts de garantie sur opération de collatéralisation	4 118 480	4 500 966
Autres dépôts et cautionnements	65 707	29 763
Avances d'associés ou d'actionnaires	10 931	33 367
Fractions de crédits d'impôt sur Prêts à Taux Zéro imputées	163 880	161 792
Crédits d'impôt s/Prêts à Taux Zéro restant à imputer s/exercices ultérieurs	347 274	359 033
Créances d'intégration fiscale	187 274	598 409
Autres débiteurs divers	168 023	214 110
Total	5 119 482	5 966 171

Note 3.7 - Comptes de régularisation actif

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges à répartir		
Primes d'émission ou de remboursement des Titres à revenu fixe		467
Commissions sur prêts PAS, PTZ et PVH	597	30 007
Moins-values de cession de créances (1)	458 351	1 167 270
Autres comptes de régularisation - actif		
Pertes différées sur instruments financiers à terme de couverture	971 896	1 043 547
Charges constatées d'avance	223 411	217 687
Produits courus sur contrats de swaps	194 393	199 546
Autres produits à recevoir	78 442	59 309
Autres comptes de régularisation actif	729 511	489 339

Total	2 656 602	3 207 173
<i>(1) A compter de 2018, le Crédit Foncier modifie la présentation de ce poste afin d'en donner une image plus fidèle et de mieux répondre au principe de prééminence de la réalité sur la forme. Les moins-values de cession constatées à l'occasion des cessions de créances à sa filiale la Compagnie de Financement Foncier et destinées à être amorties sur la durée de vie des crédits ont été « nettes » des subventions correspondant au bénéfice des crédits d'impôt sur les prêts à taux zéro (PTZ) figurant au passif –cf. note 3.12. Ces crédits d'impôt n'étant pas cessibles, la cession des PTZ génère une forte décote à peu près équivalente au produit du crédit d'impôt restant acquis au Crédit Foncier.</i>		

Note 3.8 - Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes Hors Groupe	4 775 634	4 985 415
A vue	65 341	68 031
Comptes ordinaires créditeurs	65 110	60 000
Autres sommes dues	200	8 000
Dettes rattachées	31	31
A terme	4 710 293	4 917 384
Comptes et emprunts à terme	4 696 716	4 903 000
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	13 577	14 384
Dettes Groupe	38 739 169	41 582 815
A vue	78 581	212 078
A terme	38 660 588	41 370 737
Total	43 514 803	46 568 230

Note 3.9 - Opérations avec la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes Hors Groupe	315 448	183 502
Comptes d'épargne à régime spécial	218	291
A vue	11	20
A terme	207	271
Autres dettes hors groupe	315 230	183 212
A vue	269 442	137 492
Comptes ordinaires créditeurs	49 138	63 875
Autres sommes dues à la clientèle	220 304	73 617
Dettes rattachées		
A terme	45 788	45 720
Comptes créditeurs à terme	45 786	45 718
Dettes rattachées	2	2
Dettes Groupe	5 000	43 625
A vue	5 000	39 429
A terme		4 196
Total	320 448	227 128

Note 3.10 - Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires	238 000	1 188 831
Dettes rattachées	4 682	39 114
Total	242 682	1 227 945

Note 3.11 - Autres passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Primes sur instruments conditionnels vendus	1 495	1 347
Dépôts reçus sur opérations de collatéralisation	581 413	602 737
Dettes sociales et fiscales	83 410	286 987
Autres créditeurs divers (1)	181 189	216 210
Fonds Publics Affectés	2 695	6 932
Total	850 202	1 114 213

(1) Dans le poste « Autres créditeurs divers », le montant des factures fournisseurs reçues et non réglées à la date de clôture s'élève à 311 K€.

Note 3.12 - Comptes de régularisation passif

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
-----------------------	------------	------------

Subventions PAS et PTZ constatées d'avance (1)	119 026	1 183 421
Plus-values de cession de créances constatées d'avance	742 307	629 520
Gains différés sur instruments financiers	767 168	817 697
Autres produits constatés d'avance	14 987	21 850
Charges courues sur contrats de swaps	378 658	416 391
Autres charges à payer	33 269	55 215
Autres comptes de régularisation passif	747 876	744 674
Total	2 803 291	3 868 768

(1) Les subventions correspondant au crédit d'impôt sur les prêts à taux zéro (PTZ) sont étalées sur la durée de vie des crédits et restent acquises au Crédit Foncier même en cas de cession des PTZ. Compte tenu de la non cessibilité des crédits d'impôt, les cessions de PTZ engendrent de fortes moins-values présentées à l'actif du bilan pour être amorties. Afin de donner une image plus fidèle des comptes et en raison de la corrélation entre les crédits d'impôt conservés et les moins-values générées, les subventions restant à étaler sur les PTZ cédés ont été « nettes » à l'actif du bilan sur le poste « Moins-values de cession » (cf. note 3.7).

Note 3.13 – Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/17	31/12/18				
	Solde	Dotations	Reprises		Autres mouvements	Solde
			utilisées	non utilisées		
Provisions pour risques et charges d'exploitation	290 413	506 042	-9 291	-182 406	550	605 308
Provisions à caractère bancaire						
Provision pour perte sur swap de taux et caps	16 735	1 970				18 705
Provision pour litiges	27 552	236	-1 524	-463	550	26 351
Provision pour pertes et charges sur engagement	64 436	54 257		-64 436		54 257
Provision autres opérations bancaires diverses	108 448	102 660	-1 666	-88 069		121 373
Provisions à caractère non bancaire						
Provision pour litiges d'exploitation	8 865	1 659	-441	-1 295		8 788
Provision pour éventualités diverses	2 925			-2 925		
Provision autres charges	1 242					1 242
Prov.aménagt du temps de travail en fin de carrière (1)	14 354			-2 493		11 861
Provision pour gestion prévisionnelle des départs en retraite	10 721		-1 594	-4 600		4 527
Provision pour médailles du travail	3 224			-465		2 759
Provision indemnités de fin de carrière	8 510	1 413				9 923
Provision pour restructuration informatique	18 798	17 840	-1 599	-17 620		17 419
Provision pour coûts engagés sur la révision des prêts à taux révisable	16		-16			
Provision pour risques et charges services extérieurs	4 588	2 000	-2 451	-40		4 097
Provision pour restructuration		324 007				324 007
Provisions inscrites en coût du risque	123 228	115 035	-260	-116 730		121 273
Provisions à caractère bancaire						
Provision pour pertes et charges sur engagements	83 138	79 258		-78 400		83 996
Provision pour risques immobiliers divers	1 500					1 500
Provision pour risques de contrepartie clientèle non douteuse		35 418				35 418
Provision pour risques potentiels sur les encours sains (2)	36 732			-36 732		
Provision pour risques divers	1 858	359	-260	-1 598		359
Autres provisions	10 115			-115		10 000
Provisions à caractère non bancaire						
Provision pour litiges fiscaux et autres éventualités	115			-115		
Provision pour opérations sur titres	10 000					10 000
Total	423 756	621 077	-9 551	-299 251	550	736 581

(1) Cette provision est destinée à couvrir les engagements pris par le Crédit Foncier, dont la convention collective prévoit une réduction du temps de travail l'année précédant le départ à la retraite.

(2) Cf. note 1.3.5

Note 3.13.1 - Engagements sociaux

I. Régimes de retraites

Les salariés embauchés avant le 1er mars 2000 sont concernés par le dispositif suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 116 de la loi Fillon du 21 août 2003, la Caisse de retraite du Crédit Foncier, créée en 1989, a été transformée en institution de gestion de retraite supplémentaire et a pris, conformément à la loi, la dénomination de CRCFF-IGRS ; cette opération a été agréée par décision de l'ACAM (Autorité de contrôle des assurances et mutuelles) en date du 11 mars 2009 publiée au journal officiel du 3 avril 2009.

En accompagnement de cette transformation, l'ancienne caisse de retraite a transféré le 31 mars 2009 l'intégralité de ses réserves et provisions destinées à couvrir le risque à des assureurs, à savoir AXA pour l'essentiel, et CARDIF et SOGECAP en complément.

De ce fait, le Crédit Foncier a externalisé l'intégralité de son risque relatif aux retraites en cours de paiement (3 484 retraités). Le Crédit Foncier a également très largement couvert, compte-tenu des mécanismes mis en œuvre et des sommes transférées, le risque relatif aux actifs, futurs bénéficiaires du régime (1 055 salariés en activité ou anciens salariés du Crédit Foncier bénéficiaires toujours en activité entrés avant 2000). Depuis l'année 2010, la gestion des liquidations de pensions des ressortissants de la CRCFF a été transférée à un cabinet extérieur.

L'impact de ce régime est nul dans les comptes sociaux du Crédit Foncier.

Les salariés embauchés après le 1^{er} mars 2000 relèvent du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies (CGP), en vigueur au sein du Groupe.

En matière d'indemnités de fin de carrière (IFC), les salariés bénéficient, à l'occasion de leur départ en retraite, d'une allocation proportionnelle à leur ancienneté. Ils bénéficient également d'une gratification forfaitaire pour Médaille du Travail.

II. Variations des montants comptabilisés au bilan

(en milliers d'euros)	2018			2017		
	I.F.C.	Autres engagements	Total	I.F.C.	Autres engagements	Total
Dette actuarielle en début de période	40 249	17 578	57 827	49 843	28 479	78 322
Coût des services rendus	1 827	843	2 670	2 149	1 210	3 359
Coût financier	395	146	541	487	240	727
Prestations versées	-3 224	-2 092	-5 316	-3 948	-2 094	-6 042
Ecart actuariel et coûts des services passés de l'exercice	-1 224	-1 880	-3 104	-8 591	-10 365	-18 956
Autres (écarts de conversion, variations de périmètre, autres)	-3 864	25	-3 839	309	108	417
Dette actuarielle en fin de période (1)	34 159	14 620	48 779	40 249	17 578	57 827
Juste valeur des actifs en début de période	-28 925		-28 925	-23 679		-23 679
Rendement attendu des actifs	1 150		1 150	-21		-21
Cotisations reçues				-10 000		-10 000
Prestations versées	3 833		3 833	4 909		4 909
Ecart actuariel de l'exercice						
Autres (écarts de conversion, variations de périmètre, autres)	-276		-276	-135		-135
Juste valeur des actifs en fin de période	-24 218		-24 218	-28 925		-28 925
Solde net des engagements	9 941	14 620	24 561	11 324	17 578	28 902
Ecart actuariel et coûts des services passés non constatés en fin de période	-19		-19	-2 814		-2 814
Solde net au bilan	9 922	14 620	24 542	8 510	17 578	26 088

(1) Le montant des dettes actuarielles au 31 décembre 2018 ne tient compte d'aucune hypothèse relative au processus d'intégration des activités au sein du Groupe BPCE, hormis les départs volontaires réalisés « en avance de phase ».

Les actifs qui couvrent l'engagement IFC ont été externalisés et ne figurent pas au bilan du Crédit Foncier

III. Analyse de la charge de l'exercice

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	I.F.C.	Autres engagements	Total	I.F.C.	Autres engagements	Total
Coût des services rendus	1 827	843	2 670	2 149	1 210	3 359
Coût des services passés	-1 224	-551	-1 775	-8 591	-10 866	-19 457
Coût financier	395	146	541	487	240	727
Produit financier	-276		-276	-135		-135
Prestations versées	609	-2 092	-1 483	962	-2 094	-1 132
Cotisations reçues				-10 000		-10 000
Ecart actuariel		-1 330	-1 330		501	501
Autres	81	26	107	169	108	277
Total	1 412	-2 958	-1 546	-14 959	-10 901	-25 860

IV. Principales hypothèses actuarielles

(en pourcentage)	31/12/2018		31/12/2017	
	I.F.C.	Autres engagements	I.F.C.	Autres engagements
Taux d'actualisation	1,19 %	1,03 %	0,92 %	0,74 %
Taux d'inflation	1,70 %	1,70 %	1,70 %	1,70 %
Taux de croissance des salaires	2,60 %	2,60 %	2,60 %	2,60 %
Duration	10	(1)	10	(1)

(1) Au 31 décembre 2018, la durée estimée des autres engagements sociaux est restée stable entre 2018 et 2017. Pour les médailles du travail elle est de 8 ans, tandis qu'elle est de 9 ans pour les mesures d'aménagement du temps de travail lors de la dernière année d'activité du salarié avant le départ en retraite.

Note 3.14 - Dettes subordonnées

I. Données comptables

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts subordonnés à durée déterminée		
Titres subordonnés à durée déterminée	10 000	10 000
Titres super subordonnés à durée indéterminée	550 000	830 000
Dettes rattachées	1 190	1 929
Total des dettes subordonnées	561 190	841 929

II. Titres super subordonnés à durée indéterminée

(en milliers d'euros)	Date d'émission	Date d'échéance	Taux	Modalités de remboursement	31/12/2018
Obligations de 550 millions d'euros	21/12/2015	-	Euribor 3 mois +6,6%		550 000

Possibilités et conditions d'un éventuel remboursement anticipé

L'émetteur aura la faculté d'exercer une option de remboursement anticipé des obligations pour la première fois au terme d'une période de 6 années à compter de la date d'émission, soit le 21 décembre 2021. Cette option pourra ensuite être exercée tous les ans à la date anniversaire de l'émission.

Conditions de la subordination

Les obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et subordonnés de dernier rang. Elles viennent au même rang que les autres dettes super subordonnées, présentes ou futures. Elles seront subordonnées aux remboursements des emprunts et titres participatifs ainsi qu'aux obligations subordonnées ordinaires et obligations chirographaires.

III. Détail des principaux titres subordonnés

(en milliers d'euros)	Date d'émission	Date d'échéance	Taux	Modalités de remboursement	31/12/2018
Obligations subordonnées hors groupe	06/03/2003	06/03/2023	CMS 20	in fine	10 000
Total					10 000

Note 3.15 - Capitaux propres*Note 3.15.1 - Evolution des capitaux propres hors F.R.B.G.*

(en milliers d'euros)	Capital (1)	Primes d'émission	Réserves	Provisions réglementées (2)	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors F.R.B.G.
au 31 décembre 2016	1 331 401	400 195	133 140	28 661	254 835	220 413	2 368 645
Mouvements de l'exercice				-7 042	220 413	183 108	396 479
au 31 décembre 2017	1 331 401	400 195	133 140	21 619	475 248	403 521	2 765 123
Variation de capital							
Affectation réserves							
Distribution					403 521	-403 521	
Changement de méthode							
Autres variations				-4 838			-4 838
Résultat au 31 décembre 2018						-252 112	-252 112
Acompte sur dividende							
au 31 décembre 2018	1 331 401	400 195	133 140	16 781	878 769	-252 112	2 508 173

(1) Le capital est composé de 369 833 533 actions ordinaires d'une valeur nominale de 3,60 euros, qui confèrent toutes à leurs détenteurs les mêmes droits.

(2) Au 31/12/2018, les provisions réglementées sont composées essentiellement de la neutralisation des plus-values de cession des prêts cédés à la Compagnie de Financement Foncier pour 16 655 K€.

Note 3.15.2 - Proposition d'affectation du résultat

(en milliers d'euros)

31/12/2018	
Origines	
Report à Nouveau	878 769
Résultat de l'exercice	-252 112
Prélèvement sur les réserves	
Prélèvement sur la prime d'émission	
Affectations	
Affectation aux réserves	
- Réserve légale	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	626 656
Totaux	626 656

Note 4 - Notes relatives au hors-bilan**Note 4.1 - Engagements de financement donnés**

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements hors groupe	4 082 100	4 428 885
Etablissements de crédit		

Clientèle	4 082 100	4 428 885
Engagements groupe	35 202	29 275
Etablissements de crédit	34 352	26 500
Clientèle	850	2 775
Total	4 117 302	4 458 160

Note 4.2 - Engagements de garantie donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements hors groupe	145 954	224 059
Etablissements de crédit		
Clientèle	144 251	218 698
Engagements douteux	1 702	5 361
Engagements groupe	1 019 105	803 370
Etablissements de crédit		
Clientèle	1 019 105	787 823
Total	1 165 059	1 027 429

Note 4.2.1 - Actifs donnés en garantie

Dans un contexte où la liquidité constitue un enjeu majeur, les établissements de crédit français bénéficient de plusieurs dispositifs de refinancement reposant sur la mise en garantie d'actifs financiers.

Les actifs donnés en garantie par le Crédit Foncier dans le cadre de ces dispositifs incluent :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
- des instruments de dettes		
- des prêts et avances	27 428 904	30 031 451
Total	27 428 904	30 031 451

Dont 996 522 K€ de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 1 266 653 K€ au 31 décembre 2017.

Note 4.3 - Engagements sur titres

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres à livrer	4 670	4 670
Engagements groupe	4 670	4 670
Autres engagements		
Total	4 670	4 670

Note 4.4 - Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement	3 137	3 299
Engagements hors groupe	3 137	3 299
Etablissements de crédit	3 137	3 299
Engagements groupe		
Etablissements de crédit		
Engagements de garantie	27 026 451	28 491 118
Engagements hors groupe	13 727 132	15 237 094
Etablissements de crédit	4 450 792	3 941 427
Clientèle (1)	9 276 340	11 295 667
Engagements groupe	1 522 247	1 514 621
Etablissements de crédit (2)	874 164	798 159
Clientèle	648 083	716 462
Autres valeurs reçues en garantie	11 777 072	11 739 403
Garanties hypothécaires	9 577 059	9 729 055
Nantissement de valeurs mobilières	960 253	997 704
Autres valeurs reçues en garantie	1 239 760	1 012 643
Engagements sur titres	4 670	4 670
Titres à recevoir	4 670	4 670
Total des engagements reçus	27 034 258	28 499 087

(1) Les garanties reçues de la SGFGAS sur les prêts éligibles au FGAS s'élèvent à 4 901 145 K€ au 31 décembre 2018 contre 6 710 014 K€ au 31 décembre 2017.

(2) Les engagements groupe incluent en particulier une garantie reçue de BPCE au titre des prêts SPT repris de Natixis (anciennement IXIS CIB) pour 234 700 K€ au 31 décembre 2018 contre 277 044 K€ au 31 décembre 2017.

Note 4.5 - Opérations sur instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Euros	Devises (1)	Euros	Devises (1)
Marchés de gré à gré				
Opérations conditionnelles (montants notionnels)	4 968 456		5 575 693	
Opérations de couverture				
Instruments de taux				
Achats	2 982 065		190 948	
Ventes	237 720		190 948	
Instruments de change				
Achats				
Ventes				
Autres instruments				
Achats	364 000		3 578 125	
Ventes				
Autres opérations conditionnelles				
Achats				
Ventes	1 384 671		1 615 671	
Opérations conditionnelles (juste valeur)	3 141		5 758	
Opérations fermes (montants notionnels)	128 255 555	1 454 196	120 630 689	1 790 064
Opérations de couverture				
Instruments de taux	126 874 284		118 946 204	
Microcouverture	9 295 632		10 191 581	
Macrocouverture	117 578 652		108 754 623	
Instruments de change (2)	1 368 146	1 454 196	1 671 019	1 790 064
Microcouverture	1 368 146	1 454 196	1 671 019	1 790 064
Macrocouverture				
Autres instruments				
Autres opérations	13 125		13 466	
Opérations fermes (juste valeur)	- 3 339 457		- 3 217 536	
Total Opérations fermes et conditionnelles	133 224 011	1 454 196	126 206 382	1 790 064
Total (Montants notionnels)	134 678 207		127 996 446	
Total (Juste valeur)	- 3 336 316		- 3 211 778	

(1) Contrevaleur euros des notionnels en date d'arrêt

(2) Ces positions correspondent à des swaps cambistes et financiers de devises. Elles sont représentatives d'une position de change à terme, une position stricte-ment inverse existe au bilan au sein des positions de change comptant (cf. note 6.2).

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de l'établissement sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Aucune opération de transfert de portefeuille n'a été réalisée au cours de l'exercice 2018.

Le Crédit Foncier n'a procédé à aucune opération de dérivés de taux en devises en 2017 et en 2018.

Le Crédit Foncier ne traite aucune opération à terme sur instruments financiers sur les marchés organisés.

Il n'y a pas d'engagement douteux compromis.

Note 5 - Notes relatives au compte de résultat

Note 5.1 - Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	Produits		Charges	
	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	71 477	76 639	-343 096	-388 837
Sur opérations avec la clientèle	1 035 354	1 296 340	-290 219	-382 773
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	27 171	49 798	-29 266	-87 638
Relatives aux titres et dettes subordonnées	-	-	-37 667	-39 554
Autres (1)			-451 003	-522 707
Total	1 134 001	1 422 777	-1 151 250	-1 421 509
(1) dont au titre des opérations de macro couverture			-446 960	-517 864

Note 5.2 - Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations simples

(en milliers d'euros)	Produits		Charges	
	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2017
Opérations de crédit-bail et location financière	6 800	7 772	-5 411	-5 804
Loyers	6 502	7 336		
Résultats de cession				-276
Dépréciation	35	163	-442	-362

Amortissement			-4 335	-4 550
Autres produits et charges	263	273	-634	-616
Total	6 800	7 772	-5 411	-5 804

Note 5.3 - Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Titres de participation	23 617	7 351
Parts dans les entreprises liées	85 117	111 180
Total	108 734	118 531

Note 5.4 - Commissions nettes

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	443	-5 847	-5 404	127	-34 178	-34 051
Sur opérations avec la clientèle	39 340	-2 184	37 156	44 026	-1 113	42 913
Relatives aux opérations sur titres	293	-253	40	305	-650	-345
Sur ventes de produits d'assurance	112 058	-46	112 012	114 628	-56	114 572
Autres commissions	10 414	-2 555	7 859	12 491	-2 948	9 543
Total	162 548	-10 885	151 663	171 577	-38 945	132 632

Note 5.5 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Opérations de change et d'arbitrage	103	-29
Opérations sur instruments financiers à terme (1)	-1 390	7 386
Total	-1 287	7 357
<i>(1) dont dotations/reprises de provisions sur des crédits du Secteur Public Territorial structurés</i>	<i>1 028</i>	<i>9 088</i>

Note 5.6 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Activité immobilière	215	-53	162	938	-182	756
Refacturations de services (1)	52 939		52 939	73 567		73 567
Produits des activités annexes et accessoires	1 116		1 116	1 449		1 449
Autres produits et charges divers d'exploitation	2 535	-3 310	-775	3 412	-3 961	-549
Variations nettes des provisions aux autres produits et charges d'exploitation	3 399	-1 012	2 387	22 076	-5 905	16 171
Total	60 204	-4 375	55 829	101 442	-10 048	91 395
<i>(1) dont refacturations de services aux sociétés de :</i>						
- crédit-bail	4 273		4 273	3 256		3 256
- services immobiliers	15 465		15 465	16 153		16 153

Note 5.7 - Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Charges de Personnel		
Salaires et traitements	-131 436	-143 624
Charges de retraite	-24 770	-38 810
Autres charges sociales (1)	-34 679	-38 849
Impôts et taxes sur rémunérations	-22 577	-24 789
Intéressement des salariés	-5 518	-3 884
Participation des salariés	-515	-1 972
Dotations/reprises provisions pour litiges d'exploitation	-291	5 172
Dotations/reprises provisions pour risques et charges liées au personnel	7 740	18 050
Dotations/reprises provisions pour restructuration	-107 543	
Charges refacturées à l'euro l'euro	7 302	8 403
Impôts et taxes		
Impôts et taxes (2)	-6 085	-25 016
Dotations/reprises provision pour risques divers	115	
Charges refacturées à l'euro l'euro	81	80
Services extérieurs et autres frais administratifs		
Services extérieurs (2)	-148 709	-148 419
Dotations/reprises provisions pour restructuration	-216 464	
Dotations/Reprises nettes autres provisions	4 812	1 567

Charges refacturées à l'euro l'euro	30 989	34 051
Total	-647 548	-358 040
<i>(1) Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Son montant est de 1 454 K€ en 2018. Il s'élevait à 1 913 K€ en 2017.</i>		
<i>(2) Le Crédit Foncier suit désormais la position du Groupe BPCE et classe en services extérieurs ses contributions Bancaires pour 17 079 K€ en 2018 contrairement à 2017 où elles figuraient en impôts et taxes pour 17 691 K€.</i>		

Note 5.7.1 - Rémunérations des dirigeants

Les principaux dirigeants sont les mandataires sociaux et les membres du Conseil d'administration du Crédit Foncier. Les rémunérations versées, pour un montant de 832 K€ (comprenant les jetons de présence), correspondent essentiellement à des avantages à court terme qui sont détaillés dans le rapport de gestion.

Note 5.8 - Coût du risque

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Dotations aux dépréciations et provisions	-588 402	-522 002
Opérations interbancaires		
Opérations avec la clientèle (2)	-419 988	-442 025
Autres actifs financiers		
Engagement par signature	-79 617	-79 977
Encours sains	-88 797	
Reprises de dépréciations et provisions (1)	564 391	586 806
Opérations interbancaires		
Opérations avec la clientèle	447 396	499 839
Autres actifs financiers	5	12
Engagement par signature	80 258	64 949
Encours sains	36 732	22 006
Variations nettes des dépréciations et provisions	-24 011	64 804
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-86 611	-54 955
Pertes sur créances interbancaires irrécouvrables		
Pertes sur créances irrécouvrables avec la clientèle	-86 605	-54 955
Pertes sur autres actifs financiers	-6	
Pertes sur engagements par signature		
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-24 576	-21 813
Pertes sur créances interbancaires irrécouvrables		
Pertes sur créances irrécouvrables avec la clientèle	-19 232	-16 826
Pertes sur autres actifs financiers		
Pertes sur engagements par signature		
Autres charges contentieuses	-5 344	-4 987
Récupérations sur créances amorties	5 804	4 970
Récupérations sur créances interbancaires amorties		
Récupérations sur créances amorties avec la clientèle	5 233	4 867
Récupérations sur autres actifs financiers	571	103
Récupérations sur engagements par signature		
Total	-129 394	-6 994
<i>(1) dont reprises de dépréciations et provisions utilisées</i>	<i>86 605</i>	<i>54 955</i>
<i>dont reprises de dépréciations et provisions devenues sans objet</i>	<i>477 786</i>	<i>531 851</i>
<i>(2) : Ce poste comprend entre autres une dotation de 30 000 K€ pour couvrir un risque de perte sur des cessions de prêts "non performants" à réaliser dans les prochaines années</i>		

Note 5.9 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Immobilisations incorporelles et corporelles :	1 010	1 958
Plus-values de cession sur immobilisations d'exploitation	2 014	2 934
Moins-values de cession sur immobilisations d'exploitation	-1 004	-975
Immobilisations financières :	1 117	12 335
Reprises de provisions sur parts dans les entreprises liées	6 598	6 415
Dotations aux provisions sur parts dans les entreprises liées	-15 302	-19 139
Reprises de provisions sur titres de participation	1 081	2 290
Dotations aux provisions sur titres de participation	-254	-13
Pertes sur abandon de créances		
Plus-values de cession sur immobilisations financières	155	19 598
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-1	-1 830
Autres produits liés aux cessions	8 840	5 015
Solde net	2 127	14 294

Note 5.10 - Impôt sur les bénéfices

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Charges et produits d'impôt du sous-groupe à taux courant	168 439	307 149
Charges et produits d'impôt du sous-groupe à taux réduit	-40	-244
Charges et produits d'intégration fiscale	41 200	-34 036
Charges et produits d'impôt sur exercices antérieurs	2 411	150 305
Impôt constaté d'avance/crédit d'impôt prêts à taux 0% (1)	5 213	-27 321
Dotations/reprises provision pour litiges fiscaux		4 968
Total	217 223	400 821

(1) dont en 2018 -3.258 K€ au titre des différentiels de taux d'impôt futurs contre -31.333 K€ en 2017 (Loi de Finances 2018)

Depuis 2010, le sous-groupe fiscal Crédit Foncier est intégré fiscalement par la société mère BPCE.

Note 5.11 - Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Reprise aux provisions réglementées (1)	4 738	6 852
Dotations aux provisions réglementées		
Reprise au Fonds pour Risques Bancaires Généraux	30 000	
Total	34 738	6 852

(1) dont étalement des plus-values de cession de créances réalisées antérieurement à 2006, à la Compagnie de Financement Foncier, sur la durée de vie des prêts 4 636 6 498

Note 6 : Informations diverses

Note 6.1 : Opérations avec les entreprises liées (1)

(en milliers d'euros)	Etablissement de crédit	Autres entreprises	31/12/2018	31/12/2017
Créances	8 306 631	41 977	8 348 608	9 985 850
dont comptes et prêts	6 717 781		6 717 781	7 651 162
dont titres et valeurs reçus en pension	1 549 272		1 549 272	1 785 941
dont créances subordonnées	30 000		30 000	30 004
Dettes	38 739 169	5 000	38 744 169	41 626 441
dont subordonnées				
Opérations sur titres				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
dont subordonnées				
Dettes représentées par un titre	551 057		551 057	831 818
dont subordonnées	551 057		551 057	831 818
Engagements donnés				
Engagements de financement	34 352	850	35 202	29 275
Engagements de garantie		1 019 105	1 019 105	803 370
Autres engagements donnés	4 670		4 670	4 670
Engagements reçus				
Engagements de financement				
Engagements de garantie	874 164	648 083	1 522 247	1 514 621

(1) : les entreprises liées s'entendent de toutes les entités appartenant au périmètre de consolidation du groupe BPCE.

Note 6.1.1 - Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont définies comme étant les entités liées à l'établissement qui présente ses états financiers, et sur lequel elles exercent un contrôle total ou un contrôle conjoint.

En application du règlement n°2010-04 de l'ANC du 7 octobre 2010 relatif aux informations sur les transactions effectuées avec des parties liées, le Crédit Foncier et BPCE, sa maison mère, ont réalisé en 2018 des opérations qui sont entrées dans le cadre de conventions réglementées :

Le 29 mars 2012, BPCE et le Crédit Foncier ont signé une convention de refacturation relative à l'affiliation du Crédit Foncier. Cette convention s'est traduite par une charge de 4 575 K€ pour l'exercice 2018.

La refacturation du personnel détaché par le Crédit Foncier auprès de BPCE en 2018 s'est élevée à 51 K€.

Note 6.2 : Etat des positions de change au 31/12/2018

(en milliers d'euros)	\$ US	Livres	Francs suisses	Yen	Autres Devises	Total
Bilan						
Actifs financiers	4	20 054	81 099	1 197	280	102 634
Passifs financiers		20 030	3 695	1 162	156	25 043
Différentiel bilan	4	24	77 404	35	124	77 591
Hors-bilan						

Engagements reçus		335 537	193 800	159 341		688 678
Engagements donnés		335 537	270 639	159 341		765 517
Différentiel hors-bilan			-76 839			-76 839
Différentiel global	4	24	565	35	124	752

Les actifs financiers sont constitués des créances sur les établissements de crédit, des créances sur la clientèle, des obligations et autres titres à revenu fixe, des prêts subordonnés à terme.

Les passifs financiers comprennent des dettes envers les établissements de crédit, les comptes créditeurs de la clientèle.

Note 6.3 : Etat des positions : risque de liquidité

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle						Total *
	< 1 mois	1M<D<3M	3M<D<1A	1A<D<5A	>5ans	Non déterminé	
Bilan							
Actifs financiers	1 713 688	1 790 560	2 405 788	7 891 756	23 182 770	2 100 000	39 084 562
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	1 548 100	1 504 917	1 071 194	742 845	1 354 521	2 100 000	8 321 577
Créances sur la clientèle	164 909	285 643	1 332 703	7 063 426	21 730 907		30 577 588
Obligations et autres titres à revenu fixe	679		1 891	85 485	50 997		139 052
Prêts subordonnés à terme					46 345		46 345
Passifs financiers	2 495 573	4 640 527	11 905 541	8 375 777	16 797 930		44 215 348
Dettes envers les établissements de crédit	2 495 366	4 640 527	11 860 710	8 234 822	16 139 930		43 371 355
Comptes créditeurs de la clientèle	207		44 831	955			45 993
Dettes représentées par un titre :				130 000	108 000		238 000
Titres du marché interbancaire							
Titres des créances négociables							
Obligations				130 000	108 000		238 000
Autres dettes constituées par des titres							
Dettes subordonnées à terme				10 000	550 000		560 000
Différentiel bilan (I)	-781 885	-2 849 967	-9 499 753	-484 021	6 384 840	2 100 000	- 5 130 786
Hors-bilan							
Engagements de financement reçus	3 137						3 137
Engagements de financement donnés	408 699	60 564	601 849	1 738 731	1 307 459		4 117 302
Différentiel hors-bilan (II)	-405 562	-60 564	-601 849	-1 738 731	-1 307 459		-4 114 165
Différentiel Global (I) + (II)	-1 187 447	-2 910 531	-10 101 602	-2 222 752	5 077 381	2 100 000	-9 244 951
Positions conditionnelles	12 664	1 500	928 726	1 313 663	2 711 903		4 968 456
Positions fermes	118 800	6 272 157	14 969 934	22 241 297	86 107 563		129 709 751

* La différence avec les montants figurant au bilan s'explique essentiellement par les créances impayées, les créances douteuses, les créances rattachées et avant dépréciations.

Note 6.4 : Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications (montants exprimés en euros)	2014	2015	2016	2017	2018
I) Situation financière en fin d'exercice :					
a) Capital social	1 331 400 719	1 331 400 719	1 331 400 719	1 331 400 719	1 331 400 719
b) Nombre d'actions émises	369 833 533	369 833 533	369 833 533	369 833 533	369 833 533
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
II) Résultat global des opérations effectuées :					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	2 687 069 351	2 706 094 717	2 541 778 268	1 834 275 050	1 471 000 547
b) Résultat avant impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements et provisions	164 985 918	91 620 670	236 337 194	-92 017 775	-156 010 467
c) Impôt sur les bénéfices	-56 561 791	145 746 639	-20 657 864	400 821 103	217 222 855
d) Incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice	16 480 000	- 4 597 292	-3 204 720	-5 855 508	-6 033 000
e) Résultat après impôt, incidence de la participation au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements et provisions	-94 480 430	257 483 143	220 412 530	403 520 746	-252 112 332
f) Montant des bénéfices distribués					
III) Résultat des opérations réduit à une seule action :					
a) Résultat après impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice mais avant dotations nettes aux amortissements et provisions	0,25	0,65	0,59	0,85	0,60
b) Résultat après impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements et provisions	-0,26	0,70	0,60	1,09	-0,68
c) Dividende versé à chaque action					
IV) Personnel :					
a) Nombre de salariés (ETP)	2 662	2 598	2 490	2 328	2 149
- catégorie Cadres	1 517	1 494	1 444	1 369	1 307
- catégorie Employés et Maîtrise	1 145	1 104	1 046	959	842
b) Montant de la masse salariale	153 886 607	149 862 804	149 133 530	140 788 876	133 028 809
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	76 444 364	77 960 945	73 865 474	79 571 553	62 880 267

Note 6.5 : Renseignements concernant les filiales et participations

Sociétés	Adresses	Capital	Capitaux propres autres que capital	capital détenu	Valeur d'inventaire		Prêts & avances consentis par la Sté	Cautions & avals fournis par la Sté	CA du dernier exercice clos	Résultat dernier exercice clos	Dividendes encaissés par le Crédit Foncier
					brute	nette					
		K€	K€	%	K€	K€	K€	K€	K€	K€	K€
A) Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital (soit 13 314 007 €)											
1 - Filiales (50% au moins du capital détenu par CFF)											
<i>Etablissements de crédit</i>											
SOCFIM	10, boulevard de Grenelle 75740 PARIS Cedex 15	46 629	39 107	100	57 604	57 604	699 889	951 178	43 779	21 692	5 595
LOCINDUS	19, rue des Capucines 75001 PARIS	61 347	197 870	75	242 595	192 351	364 429		61 340	17 042	7 104
COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER	19, rue des Capucines 75001 PARIS	2 537 460	549 469	100	2 875 050	2 875 050	4 943 474		2 258 212	89 783	58 203
BANCO PRIMUS	Quinta da Fonte, Edifício D. João I - 1a 2770-192 Paço d'Arcos Portugal	99 000	- 20 706	100	129 106	65 000	368 930		34 992	10 449	-
<i>Autres sociétés détenues</i>											
COFIMAB	19, rue des Capucines 75001 PARIS	182	33 094	100	41 649	41 649	8 888		32 739	6 788	-
CREDIT FONCIER IMMOBILIER	19, rue des Capucines 75001 PARIS	1 500	667	100	25 706	598	1 629		24 368	-370	-
VENDÔME INVESTISSEMENTS	19, rue des Capucines 75001 PARIS	19 462	36 142	100	70 366	70 366	-	-	-	3 160	3 179
2 - Participations (10 à 50%)											
B) Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations											
1 - Filiales non reprise au paragraphe A											
a) Filiales françaises (ensemble)											
					28 180	26 549			-	-	10 918
b) Filiales étrangères (ensemble)											
					-	-			-	-	-
2 - Participations non reprises au paragraphe A											
a) Participations françaises											
CREDIT LOGEMENT	50, bld de Sébastopol 75002 PARIS	-	-	-	87 649	87 649			-	-	18 493
Autres entités		-	-	-	24 499	23 421			-	-	157
b) Participations étrangères (ensemble)											
		-	-	-					-	-	-
C) Renseignements concernant les sociétés dont l'établissement est l'associé indéfiniment responsable (non citées au paragraphe A) selon les dispositions retenues à l'annexe IV du règlement 91-01 du Comité de la réglementation bancaire).											
Sociétés en nom collectif											
SNC Sofipar Logement	19 rue des Capucines 75001 PARIS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SNC Sofoneg	19 rue des Capucines 75001 PARIS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SNC Domaine du Grand Duc	19 rue des Capucines 75001 PARIS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés civiles											
CAD (Sci du)	6 place Abel Gance 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NOYELLES (SCI de) (440 154 953)	11 rue du fort de Noyelles 59113 SECLIN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Note 6.6 - Informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	KPMG				PricewaterhouseCoopers				Total			
	2018		2017		2018		2017		2018		2017	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Mission de certification des comptes	715	98%	816	98%	645	92%	820	94%	1 359	95%	1 636	96%
Services autres que la certification des comptes (1)	18	2%	14	2%	54	8%	48	6%	72	5%	62	4%

Total	733	100%	830	100%	699	100%	868	100%	1 431	100%	1 698	100%
<i>(1) Les principaux services autres proviennent de missions sur la revue des conséquences fiscales et comptables de certaines opérations significatives, à la réalisation de l'attestation CACEIS et rapport dépositaire.</i>												

Les montants indiqués représentent les charges comptables tenant compte de la TVA non déductible.

Pour rappel, les montants figurant au titre de 2017, concernant les deux cabinets PWC & KPMG, intégraient les honoraires des missions sur le passage sous IFRS 9 et la préparation de la F.T.A.

Les montants figurant au titre de 2018, concernant les deux cabinets PWC & KPMG, intègrent les honoraires des travaux relatifs à la communication financière dans le cadre de la première application d'IFRS 9 ainsi que diverses missions (travaux approfondis sur la provision pour restructuration, missions fiscales...).

Note 6.7 - Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Au 31 décembre 2018, le Crédit Foncier n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'assemblée générale de la société Crédit Foncier de France S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Foncier de France S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Projet d'intégration des activités du Crédit Foncier au sein du Groupe BPCE

Risque identifié	Notre approche d'audit
Dans le cadre du plan d'intégration des activités et de redéploiement des savoir-faire et des expertises du Crédit Foncier au sein du Groupe BPCE, le groupe Crédit Foncier a constitué des provisions pour restructuration.	Nous avons effectué des tests d'exhaustivité et d'exactitude de l'assiette ayant servi de base aux calculs des provisions, aussi bien concernant les frais relatifs au personnel que les autres coûts induits par le plan.
Ces provisions concernent en premier lieu les frais de personnel qui devraient être encourus du fait de la mise en œuvre des accords collectifs négociés avec les organisations syndicales représentatives (Plan de départ Volontaire, dispositifs de repositionnement au sein du groupe BPCE ou d'accompagnement des salariés maintenus au sein du Crédit Foncier ou enfin dispositif d'accompagnement de fin de carrière). Elles couvrent également les autres frais estimés notamment les charges immobilières et les coûts de rupture de contrat avec les mandataires commerciaux exclusifs.	Nous avons vérifié que les estimations effectuées par le Crédit Foncier englobaient l'exhaustivité des mesures présentes dans les plans sociaux négociés avec les représentations syndicales ainsi que les coûts induits et susceptibles d'être provisionnés au regard des normes comptables.
	Nous avons apprécié le caractère raisonnable et étayé des principales hypothèses retenues au regard, des informations disponibles.
	Nous avons testé les calculs de provision et vérifié la correcte application du

<p>L'évaluation des provisions requiert l'exercice du jugement et s'appuie sur des hypothèses, notamment des hypothèses d'adhésion aux différents volets du plan social.</p> <p>Nous avons considéré que ces provisions pour restructuration constituaient un point-clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'importance relative des incidences de ce projet, - l'importance de certaines hypothèses retenues par la direction dans le chiffrage de la provision, - de la complexité des accords et de leur analyse au regard du droit social et des normes comptables. <p>Au 31 décembre 2018, la charge relative au plan de restructurations s'élève à 334 M€.</p> <p>Pour plus de détails sur les principes comptables, les principales hypothèses et les impacts, se référer aux notes 1.3.1.2 et 2.3.8 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>droit social au regard des accords négociés au 31 décembre 2018 et sur base d'échantillons.</p> <p>Nous avons enfin examiné les informations présentées dans les notes annexes.</p>
---	--

- Risque de crédit : dépréciation des crédits aux particuliers

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Le Crédit Foncier constitue des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Ces provisions sont enregistrées au titre des pertes attendues sur les encours en défaut (encours douteux) ainsi que sur les encours non douteux identifiés comme sensibles ou dégradés.</p> <p>Au 31 décembre 2018, le Crédit Foncier a souhaité faire converger ses modalités d'estimation des provisions pour ces deux catégories d'encours avec les calculs de pertes attendues qui sont désormais réalisés selon la norme IFRS 9 entrée en vigueur à l'ouverture de l'exercice pour les comptes consolidés du groupe. Cette convergence porte ainsi sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des deux catégories d'encours : encours douteux (passage en douteux à 90 jours) et dégradés (alignement sur les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit (SICR) telle que définie lors de la première application d'IFRS 9), - l'estimation des provisions sur les deux catégories d'encours. <p>L'impact de cette convergence a été traité comme un changement d'estimation dans les comptes sociaux du Crédit Foncier.</p> <p>L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations d'une part, et de la complexité des nouvelles estimations réalisées conformément aux dispositifs de la norme IFRS 9, nous avons considéré que l'estimation des pertes attendues sur les crédits aux particuliers, constituait un point clé de notre audit.</p> <p>Au 31 décembre 2018, les encours de crédits auprès de la clientèle s'élèvent à 31 971 M€, dont 1 787 M€ d'encours douteux bruts. Les dépréciations et provisions constituées en couverture de risques de crédit s'élèvent à 764 M€, dont 88 M€ de dépréciations au titre des augmentations significatives du risque de crédit sur les créances saines.</p> <p>Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 1.3.5, 2.3.2, 3.2 et 5.8 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction des risques pour catégoriser les créances (non douteux ou douteux) et évaluer le montant des pertes attendues ou avérées sur ces créances.</p> <p>Nous avons testé les contrôles mis en œuvre par la direction pour l'identification des encours non douteux ou douteux et l'évaluation des espoirs de recouvrement et des dépréciations. Nous avons pris connaissance également des principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi de ces créances.</p> <p>S'agissant des dépréciations sur encours non douteux identifiés comme sensibles ou dégradés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nous avons examiné les méthodologies retenues pour déterminer les différents paramètres et modèles de calcul des pertes attendues et leur conformité aux normes comptables en vigueur ; - nous avons examiné les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit (« SICR ») ; - nous avons également pris connaissance du dispositif de revue périodique des principaux paramètres des modèles utilisés ; - nous avons testé les contrôles de déversement des données servant au calcul des pertes attendues, les rapprochements entre les bases servant à ces calculs et la comptabilité ainsi que les contrôles généraux des applicatifs dédiés ; - nous avons enfin réalisé des calculs indépendants de pertes attendues sur base d'échantillon. <p>Compte tenu de l'organisation du groupe BPCE, certains des travaux ci-dessus ont été menés avec le support du collège des commissaires aux comptes de BPCE.</p> <p>Pour les dépréciations sur encours douteux, nous avons examiné les modalités de mise à jour des valeurs recouvrables ou de réévaluation de la valeur des gages pour les dossiers provisionnés sur base individuelle ou par catégorie de créances homogènes. Nous avons enfin vérifié les calculs de provisions sur la base d'un échantillon.</p> <p>Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.</p>

- Opérations financières & migration d'outil informatique

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Au cours du 1^{er} trimestre 2018, le Crédit Foncier de France a migré sur un nouvel outil du groupe BPCE pour la gestion de ses opérations financières.</p> <p>Cette migration a impliqué une reprise des données de l'ancien système, de nouveaux paramétrages de l'outil (valorisation des instruments, calcul des intérêts, schémas comptables etc.) et la mise en place de nouveaux processus et contrôles automatisés ou manuels.</p> <p>Le contexte de cette migration a conduit le Crédit Foncier à déployer un dispositif particulier de sécurisation des processus d'enregistrement des opérations de l'exercice incluant notamment l'enregistrement d'opérations manuelles rendues nécessaires.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif déployé au cours de l'exercice par la direction de la banque pour sécuriser le traitement des opérations financières.</p> <p>Nous avons en particulier testé l'efficacité opérationnelle des contrôles manuels mis en place et effectué une revue critique des nouveaux processus.</p> <p>Nous avons, avec le support du collège des commissaires aux comptes du groupe BPCE, testé les contrôles automatisés de la nouvelle application et vérifié les contrôles mis en place notamment sur les droits d'accès.</p> <p>Nous avons réalisé des tests de valorisation du portefeuille titres sur base d'échantillon.</p>

<p>Nous avons été conduits à considérer que cette situation constituait un point clef de notre audit au regard notamment de la volumétrie des opérations manuelles en jeu ainsi que du caractère structurant de ce système d'information dans la qualité de l'information comptable et financière relative aux instruments financiers.</p>	<p>Nous avons testé les rapprochements bancaires et vérifié la concordance des valorisations des dérivés avec celles des contreparties. Nous avons également effectué une revue critique de la documentation des opérations de micro-couverture.</p> <p>Nous avons enfin réalisé une revue sur base de sondage, des opérations manuelles de l'exercice.</p>
--	---

Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Foncier de France S.A. par l'assemblée générale du 26 mai 2004 pour le cabinet KPMG S.A. et du 24 mai 2000 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. était dans la 15^e année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 19^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 22 mars 2019

KPMG S.A

Xavier de Coninck

Associé

Marie-Christine Jolys

Associée

Neuilly-sur-Seine, le 22 mars 2019

PricewaterhouseCoopers Audit

Anik Chaumartin

Associée

VI. — Rapport de gestion et rapport sur le gouvernement d'entreprise

Les rapports du Conseil d'administration sur la gestion de la société et sur le gouvernement d'entreprise sont à la disposition du public au siège administratif du Crédit Foncier 4, quai de Bercy à Charenton-le-Pont (94). Il est également disponible sur le site internet de la société à l'adresse suivante : https://creditfoncier.com/cfcontent/uploads/2019/03/RA_2018.pdf